



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 24 septembre 2012

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

RENOUVELLEMENT AGREMENT VEHICULES HORS D'USAGE

EN APPLICATION DE L'ARRETE DU 2 MAI 2012

RELATIF AUX AGREMENTS DES EXPLOITANTS DES INSTALLATIONS DE STOCKAGE, DE DE POLLUTION, DE
DEMONTAGE, DE DECOUPAGE OU DE BRO YAGE DE VEHICULES HORS D'USAGE

ET DEMANDE D'ANTERIORITE

SOCIETE MENUT

COMMUNE DE CHARTRES

PJ : 1 projet d'arrêté préfectoral complémentaire
1 plan de situation

Par bordereau du 24 janvier 2012, le préfet d'Eure-et-Loir a transmis à l'inspection des installations classées, pour instruction, la demande de renouvellement d'agrément n° PR2800004D pour la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (« centre VHU») présentée par la société ETABLISSEMENTS J.MENUT située 9 rue René Cassin sur le territoire de la commune de Chartres.

Par courrier du 29 juillet 2010, la société ETABLISSEMENTS J.MENUT a sollicité les droits acquis à l'antériorité suite à la modification de la nomenclature des installations classées introduits par le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010.

1. CADRE REGLEMENTAIRE

a) Dispositif de traitement des VHU

Le Code de l'environnement introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Ses articles R. 543-161 et R. 543-162 prévoient que les exploitants des installations d'élimination des VHU (« centre VHU » et broyeurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral. Les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis par leurs détenteurs qu'à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162.

De même, les opérateurs agréés ne doivent pas prendre en charge des VHU qui seraient confiés par des opérateurs non agréés autres que particuliers propriétaires et professionnels de l'automobile : garages et concessions automobiles, compagnies d'assurances, fourrières.

L'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage décrit les conditions d'obtention et d'application de l'agrément VHU.

b) Agréments des opérateurs

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées, l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire pour une durée maximale de 6 ans, renouvelable (article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012).

Dans le cadre de renouvellement d'agrément, la procédure d'agrément est identique à celle de la demande initiale. Le dossier de renouvellement d'agrément doit comporter l'ensemble des pièces prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Les opérateurs agréés devront faire réaliser un contrôle annuel de leurs installations par un organisme qualifié.

c) Demande d'antériorité

Le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 relatif au livre V de la partie réglementaire du Code de l'Environnement, modifie la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), en créant de nouvelles rubriques en remplacement des rubriques 95, 98 bis, 128, 129, 167, 245, 286, 322, 329 et 2799.

Eu égard à ces évolutions réglementaires, il a été demandé à l'exploitant de se positionner par rapport aux nouveaux seuils de classement introduits, afin, le cas échéant, de faire valoir son fonctionnement au bénéfice du droit acquis lié à l'antériorité. En effet, l'article L. 513-1 du Code de l'Environnement précise que les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation ou déclaration à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant la publication du décret.

2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

La société ETABLISSEMENTS J. MENUT dont le siège social est situé 21 rue Jacques Cœur – 41100 VENDOME exploite des installations de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage dans son établissement situé 9 rue René Cassin – 28000 CHARTRES.

Elle est autorisée à exploiter ces installations par arrêté préfectoral du 30 novembre 1982, sous la rubrique 286 de la nomenclature des installations classées, délivré au nom de la société ROCADE OCCASE, pour une superficie de 5 000 m² et par arrêté préfectoral complémentaire du 24 juillet 2006.

Un récépissé du 2 octobre 2003 prend acte de la déclaration de changement d'exploitant du 22 septembre 2003 au profit de la société ETABLISSEMENTS J. MENUT.

La société ETABLISSEMENTS J. MENUT reçoit des véhicules hors d'usage remis par des particuliers, professionnels de l'automobile (garages, fourrières, etc) et « centres VHU » en provenance du département d'Eure-et-Loir et des départements limitrophes.

La quantité maximale de VHU pouvant être admise sur le site est de 1 200 unités par an. L'exploitant sollicite la modification du nombre de véhicules hors d'usage pouvant être admis sur le site. Celui-ci souhaite augmenter le nombre de VHU à dépolluer à 5 000 et le nombre de VHU dépollués en transit à 5 000 également.

Selon l'exploitant, en dessous de 6 000 véhicules par an, il n'y a pas de modification des conditions d'exploitation à prendre en compte, le site fonctionnant ainsi depuis 2009. Il indique qu'en dessous de ce seuil de 6 000 VHU par an, il n'y a pas lieu de découper les VHU. L'exploitant prévoit l'utilisation d'une cisaille dont l'activité relève du régime de l'autorisation en 2013. L'exploitant indique avoir confié l'établissement de ce dossier de demande d'autorisation à un bureau d'étude pour être adressé au Préfet d'Eure-et-Loir en fin d'année 2012.

Outre la prise en charge et le stockage des VHU, les opérations effectuées sur le site sont la dépollution et le démontage des VHU. L'exploitant dispose d'une station aménagée pour la dépollution des véhicules hors d'usage.

A ce titre l'exploitant sollicite un renouvellement de l'agrément « centre VHU » précédemment obtenu le 24 juillet 2006 et arrivant à échéance le 24 juillet 2012.

3. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AGREMENT PRESENTEE PAR LA SOCIETE ETABLISSEMENTS J.MENUT

Le dossier de demande de renouvellement d'agrément de la société ETABLISSEMENTS J.MENUT a été reçu en Préfecture le 19 janvier 2012 et a été complété par des informations ou documents reçus les 9 mars 2012, 20 juin 2012 et 3 septembre 2012.

Ce dossier contient l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

a) Eléments des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement

Le dossier présenté contient les informations exigées par les articles R.515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement : nature et origine des déchets qui peuvent être traités, quantités maximales admises et conditions de leur élimination.

Le projet d'arrêté d'agrément ci-joint fixe la quantité maximale de VHU admise à 6 000 unités par an, 3 000 à dépolluer et 3 000 en transit. Les VHU en provenance du département d'Eure-et-Loir et des départements limitrophes sont expédiés chez un broyeur agréé.

b) Engagement de respecter le cahier des charges

Le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges "Centre VHU " défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce cahier des charges est annexé au projet d'arrêté d'agrément ci-joint, et aura donc valeur de prescription réglementaire pour l'exploitant.

c) Conformité de l'installation

Le dossier contient le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément. Ce rapport a été établi par l'organisme ECOPASS suite à une visite en date du 20 août 2012. Cet organisme est accrédité COFRAC pour la certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14 001, référentiel nommément prévu à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce rapport n'a pas mis en évidence de non-conformité aux dispositions du cahier des charges.

d) Justification des capacités techniques et financières du demandeur

Le dossier contient la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté.

L'exploitant dispose d'une station aménagée pour la dépollution des véhicules hors d'usage. La société ETABLISSEMENTS J.MENUT dispose d'une station de récupération des fluides frigorigènes contenus dans les systèmes de climatisation des véhicules ainsi que d'une attestation de capacité de catégorie V pour la récupération de ces fluides. Une équipe de personnels habilités se déplace sur les quatre sites de la société ETABLISSEMENTS J.MENUT pour procéder à la récupération des fluides frigorigènes.

Sur les trois dernières années, le chiffre d'affaires ainsi que le résultat de la société ETABLISSEMENTS J.MENUT sont en progression. L'exploitant réalise des investissements dans l'achat de machines et matériels visant à augmenter la densité apparente des déchets métalliques afin de réduire l'impact sur l'environnement de leur transport sur le site de broyage.

e) Dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation

Le dossier contient la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I lorsqu'il s'agit d'un centre VHU.

L'exploitant prévoit le respect de ses obligations en coopération avec la société MENUT située à Saint-Pierre-des-Corps.

4. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'ANTERIORITE PRESENTEE PAR LA SOCIETE MENUT

Suite à la modification de la nomenclature des installations classées introduite par le décret du 13 avril 2010, la société ETABLISSEMENTS J.MENUT a sollicité le bénéfice du droit acquis à l'antériorité le 29 juillet 2010. Les activités exercées sur le site de la société ETABLISSEMENTS J.MENUT sont classées sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2712		A	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m ²	Centre VHU 6 000 unités/ an dont au maximum 3 VHU non dépollués présents. Surface dédiée à la dépollution : 200 m ² environ	Surface	>50	m ²	2 500	m ²
2713	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	Installation de transit, regroupement et tri de métaux et déchets de métaux non dangereux ainsi que les alliages de métaux et déchets d'alliages de métaux non dangereux	Surface	>=1 000	m ²	2 500	m ²
2718	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article	Installation de transit, regroupement ou tri de batteries issues de particuliers et professionnels	Quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation	>= 1	t	20	t

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
			R.511-10 du code de l'environnement à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.	hors batteries issues de l'activité 2712					
2711	2	DC	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques	Volume susceptible d'être entreposé	>=100	m ³	171	m ³
2714		NC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	Volume susceptible d'être présent	>= 100	m ³	81,73	m ³

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou DC (soumis au contrôle périodique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

5. PRESCRIPTIONS

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint propose l'agrément du pétitionnaire. Il reprend le cahier des charges figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 qui aura donc valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant.

6. CONCLUSIONS ET PROPOSITION

Considérant :

- que le dossier contient l'ensemble des éléments demandés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 ;
- qu'en particulier le pétitionnaire s'est engagé à continuer à respecter le cahier des charges "Centre VHU " défini en annexe I de cet arrêté ;
- que le rapport établi le 21 août 2012 par l'organisme ECOPASS n'a pas mis en évidence de non-conformité;
- que la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté a été apportée par le pétitionnaire ;
- que le pétitionnaire a fourni la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I lorsqu'il s'agit d'un centre VHU ;

l'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST de donner une suite favorable à la demande de renouvellement d'agrément « centre VHU » présentée par la société MENUT située à Chartres.

L'inspection des installations classées propose d'augmenter le nombre de véhicules hors d'usage à dépolluer et dépollués en transit pouvant être admis sur site à 6 000 véhicules. L'augmentation à 10 000 véhicules hors d'usage admis sera traitée dans le cadre du dossier de demande d'autorisation établi au titre de la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le projet d'arrêté préfectoral comporte en annexe le cahier des charges Centre VHU défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Le projet d'arrêté tient compte des modifications de la nomenclature des installations classées introduites par décret du 13 avril 2010.

--==--